

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

NOUVELLE-ZELANDE

Rapport du gouvernement

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par le gouvernement néo-zélandais est reproduite ci-après.

Note: Le présent rapport est un document à diffusion restreinte qui ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur la Nouvelle-Zélande.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
I. Introduction	1
II. Grandes orientations de la politique commerciale	1
i) Politique nationale: le volet unilatéral	1
ii) Le volet bilatéral	2
iii) Le volet régional	2
iv) L'OMC: le volet multilatéral	2
III. Le programme de réforme économique	3
i) Restructuration du secteur public	3
ii) Politique budgétaire et politique monétaire	4
iii) Libéralisation du secteur financier	4
iv) Fiscalité	4
v) Déréglementation des réseaux d'infrastructure	5
vi) Déréglementation du marché du travail	5
vii) Libéralisation des investissements	5
viii) Libéralisation des échanges commerciaux	6
ix) Résultats	6
x) Orientations futures	7
IV. Accord commercial de rapprochement économique australo-néo-zélandais (ACREANZ)	7
V. Coopération économique Asie-Pacifique	8
VI. Organisation mondiale du commerce	9
VII. Conclusion	11

I. INTRODUCTION

1. La Nouvelle-Zélande se réjouit de pouvoir participer de nouveau à la procédure d'examen des politiques commerciales, alors que c'est au tour de son économie d'être analysée. Le Mécanisme d'examen des politiques commerciales permet de mieux comprendre, notamment grâce à l'étude détaillée à laquelle procède le Secrétariat de l'OMC, l'évolution des régimes commerciaux des pays Membres et les progrès qu'ils ont réalisés dans la poursuite de l'idéal qu'incarne l'OMC: libre-échange et ouverture commerciale pour les marchandises et les services. La réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales offre aussi aux autres pays une occasion intéressante de faire déborder le débat du cadre immédiat des droits et obligations mutuels qui découlent des dispositions de l'Accord sur l'OMC et des engagements que celui-ci renferme.

2. La politique commerciale de la Nouvelle-Zélande s'inscrit dans le cadre plus vaste de sa politique extérieure, qui vise à promouvoir l'ouverture économique sur le plan national et à renforcer les liens économiques internationaux. L'objectif qui sous-tend cette politique consiste à favoriser par les échanges commerciaux la croissance économique du pays et à améliorer ainsi de manière durable le niveau de vie des Néo-Zélandais. Les gouvernements qui se sont succédé depuis le début des années 80 ont tous souscrit à cette politique.

3. La Nouvelle-Zélande, autrefois l'un des pays les plus isolés et les plus frileux de l'OCDE, est devenue aujourd'hui le plus ouvert et le plus compétitif. Le programme de réforme économique mené depuis 13 ans a été décrit comme le plus complet entrepris par un pays de l'OCDE au cours des dernières décennies. Bien que la portée générale des réformes soit brièvement évoquée plus loin, le présent rapport porte surtout sur la période qui s'est écoulée depuis qu'a été effectué le dernier examen multilatéral de la politique commerciale de la Nouvelle-Zélande, en 1990. Pendant cette période, la Nouvelle-Zélande a continué de progresser à grands pas vers l'objectif qu'elle préconise au niveau multilatéral pour tous les pays: liberté et ouverture pour les échanges commerciaux et les investissements.

4. Dans le présent rapport, les grandes orientations de la politique commerciale sont d'abord brièvement exposées. Ce bref exposé est suivi d'un examen plus détaillé de chacun des éléments de cette politique et de la manière dont ils sont susceptibles d'évoluer.

II. GRANDES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

5. Comme sa population dépasse à peine 3,5 millions d'habitants, la prospérité de la Nouvelle-Zélande dépend du commerce international. L'exportation de marchandises et de services représente environ 30 pour cent de son PIB. L'objectif général de sa politique commerciale est on ne peut plus clair: parvenir à une croissance économique durable grâce aux échanges commerciaux. Cet objectif, qui tend vers un libre-échange complet à l'échelle multilatérale, s'articule autour de quatre volets.

i) Politique nationale: le volet unilatéral

6. Au niveau national, la stratégie commerciale repose sur une politique économique ouverte et tournée vers l'extérieur:

- ces dernières années, la réduction ou la suppression des aides à l'industrie, de la protection et de la réglementation ont joué un rôle fondamental pour améliorer l'efficacité économique et la compétitivité internationale;

- les réformes intérieures vont dans le droit fil de celles qui ont été entreprises au niveau multilatéral, mais la Nouvelle-Zélande n'a pas attendu celles-ci pour prendre des décisions qui étaient dans son intérêt.

ii) Le volet bilatéral

7. Le gouvernement travaille en étroite collaboration avec différents partenaires commerciaux pour trouver des solutions aux problèmes et parvenir à des relations plus ouvertes en matière de commerce et d'investissement:

- l'Accord commercial de rapprochement économique australo-néo-zélandais (ACREANZ), qui s'applique à un marché unique d'environ 20 millions d'habitants, constitue l'un des arrangements bilatéraux de libre-échange les plus complets au monde.

iii) Le volet régional

8. Les groupements économiques régionaux (dont l'ALENA, l'UE, l'AFTA et le MERCOSUR) exercent une influence grandissante sur la politique commerciale de la Nouvelle-Zélande:

- compte tenu de son objectif général, qui est de parvenir à un libre-échange complet à l'échelle multilatérale, la Nouvelle-Zélande est soucieuse d'encourager et d'élaborer des arrangements de libéralisation des échanges commerciaux dans la région Asie-Pacifique;
- l'APEC (le Forum de coopération économique Asie-Pacifique) est un endroit privilégié pour débattre de la libéralisation des échanges commerciaux dans la région;
- en outre, le gouvernement a déclaré qu'il serait disposé à examiner avec n'importe lequel de ses partenaires commerciaux importants des formules de libre-échange sous-régional qui seraient compatibles avec l'OMC, en partant de principes qui tiendraient compte des intérêts de la Nouvelle-Zélande, tels que l'ouverture économique de la région Asie-Pacifique;
- ces arrangements devraient être tournés vers l'extérieur et ouverts à tous, favoriser les échanges commerciaux, prendre en considération la région Asie-Pacifique, avoir un large champ d'application sectoriel et ne pas compromettre les réformes menées unilatéralement par la Nouvelle-Zélande.

iv) L'OMC: le volet multilatéral

9. Pour un petit pays ayant des intérêts commerciaux partout dans le monde, il est vital de pouvoir compter sur un système commercial multilatéral solide:

- le libre-échange complet à l'échelle multilatérale constituerait un résultat idéal pour la Nouvelle-Zélande; l'aboutissement du Cycle d'Uruguay a marqué un autre grand pas dans cette direction;
- outre le fait qu'elle souhaite la mise en oeuvre intégrale et effective des engagements pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay, la Nouvelle-Zélande préconise la poursuite des travaux au sein de l'OMC pour éliminer les obstacles à la liberté et à l'ouverture des échanges commerciaux et des investissements à l'échelle multilatérale.

10. Dans les pages qui suivent, nous examinons chacun des éléments de cette politique ainsi que la manière dont ceux-ci pourraient évoluer.

III. LE PROGRAMME DE REFORME ECONOMIQUE

11. Comme il est indiqué plus haut, la politique commerciale n'est qu'un élément d'une politique étrangère plus vaste qui intéresse l'investissement, les transports et les autres relations extérieures. Ces éléments sont à leur tour liés aux grandes orientations de la politique économique, qui vise à garantir la prospérité à tous les Néo-Zélandais ainsi qu'une croissance économique durable.

12. Le programme de réforme économique a favorisé le développement de marchés de produits et de marchés de facteurs plus ouverts et plus concurrentiels en Nouvelle-Zélande tout en facilitant leur intégration aux marchés régionaux et internationaux. La politique économique nationale et les divers éléments de la politique économique extérieure convergent donc de plus en plus. Pour examiner ses relations internationales, la Nouvelle-Zélande s'est dotée d'une grille d'analyse qui repose sur la disputabilité des marchés à l'échelle internationale; l'examen des politiques en matière de commerce et d'investissement qui sont appliquées à la frontière et des questions réglementaires connexes qui se posent "à l'intérieur des frontières" se focalise donc sur le développement de marchés de produits et de marchés de facteurs ouverts et concurrentiels.

i) Restructuration du secteur public

13. Comme les dépenses publiques représentent plus de 30 pour cent du PIB, l'inefficacité du secteur public impose un lourd tribut au secteur des affaires. Des réformes telles que la corporatisation, la privatisation et la mise en place de nouveaux systèmes de gestion financière ont permis d'opérer des améliorations importantes. Les grands principes directeurs de ces réformes sont la transparence, la cohérence et le retrait de l'Etat des activités qui peuvent être effectuées de manière plus efficiente et plus efficace par la collectivité ou l'entreprise privée. Les principaux éléments de ces réformes sont les suivants:

- la transformation des ministères qui participent à des activités commerciales (ex.: services postaux, réseaux électriques) en entreprises publiques qui fonctionnent suivant les principes du secteur privé et qui sont soumises à une plus forte concurrence;
- la privatisation d'anciennes entreprises publiques sans personnalité juridique (ex.: télécommunications, aviation, chemins de fer et exploitation forestière) afin de maximiser les gains en efficience; plus de 25 entreprises d'une valeur dépassant les 14 milliards de dollars néo-zélandais ont été vendues depuis 1987;
- la réforme de la gestion financière des autres ministères, notamment par l'adoption générale de la méthode de la comptabilité d'exercice et par la conclusion de contrats de prestation individuels entre les Ministres et les Sous-Secrétaires d'Etat;
- la libéralisation et la décentralisation des marchés publics en chargeant les différents gestionnaires d'acheter les produits et les services dont ils ont besoin en optimisant leurs ressources, compte tenu des limites strictes auxquelles sont soumis les budgets des ministères;
- le réaménagement en profondeur du volet public du secteur des services sociaux et la révision de la politique en matière de revenu de retraite pour parvenir à une plus grande efficience et mieux cibler l'aide.

ii) Politique budgétaire et politique monétaire

14. Il importe d'avoir un cadre d'action cohérent pour réduire l'incertitude dans le milieu des affaires. La politique budgétaire est destinée à réduire les prélèvements que l'Etat opère sur les ressources économiques tandis que la politique monétaire vise à garantir la stabilité générale des prix, ingrédient essentiel à la planification d'entreprise. Au nombre des réformes opérées dans ces deux domaines, mentionnons:

- la réorientation de la politique budgétaire en fonction d'objectifs à moyen terme pour faire en sorte que le solde budgétaire corrigé soit excédentaire, abaisser les niveaux d'endettement et réduire le rapport entre les dépenses publiques et le PIB;
- l'adoption d'une loi exigeant la communication à intervalles réguliers de données budgétaires établies selon la méthode de la comptabilité d'exercice, ainsi que la formulation d'objectifs et de grandes orientations budgétaires;
- la politique monétaire a pour seul objectif économique de maintenir la stabilité générale des prix;
- la formulation et la mise en oeuvre de la politique monétaire sont confiées à une autorité indépendante, la Banque de réserve de Nouvelle-Zélande, aux termes d'un accord concernant les objectifs politiques qui est conclu entre le gouvernement et le gouverneur de la Banque de réserve (aux termes de l'accord actuel, l'inflation tendancielle doit être maintenue dans une fourchette allant de zéro à 2 pour cent).

iii) Libéralisation du secteur financier

15. Le coût du capital représente une contrainte importante pour les entreprises. L'élimination des obstacles érigés par les pouvoirs publics à l'entrée dans le secteur bancaire et la suppression des distinctions d'ordre réglementaire établies entre les différents groupes d'établissements du secteur financier ont permis de resserrer les liens avec les marchés financiers internationaux et d'améliorer la gamme de services offerts. Les entreprises ont ainsi pu avoir accès à des modes de financement plus souples et plus avantageux, le coût du capital étant désormais plus proche des niveaux mondiaux. Parmi les réformes qui ont été opérées, mentionnons:

- la suppression des mesures de contrôle concernant les prix, les taux d'intérêt, les salaires et le taux de change;
- l'abolition des contrôles sur les mouvements de capitaux;
- une vaste déréglementation des marchés financiers, notamment par la suppression des restrictions concernant le nombre de banques et la concurrence dans le secteur bancaire.

iv) Fiscalité

16. Les distorsions du régime fiscal influent sur les décisions des entreprises et sur les décisions en matière d'investissement. Auparavant, le régime fiscal était très complexe et les taux marginaux élevés de l'impôt sur le revenu étaient compensés par divers avantages qui étaient accordés pour des types d'investissement donnés. Les réformes ont créé des conditions d'investissement plus neutres, aussi bien sur le plan intérieur que par rapport aux autres juridictions fiscales. Mentionnons entre autres:

- l'élargissement de l'assiette fiscale par l'imposition d'une taxe sur la valeur ajoutée d'application générale;
- la simplification du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en le ramenant à deux niveaux et en supprimant des exonérations et des avantages spécifiques;
- une réduction substantielle des taux d'imposition directe, le taux d'imposition des sociétés passant de 48 pour cent à 33 pour cent, alors que le taux d'imposition de la tranche supérieure était ramené de 66 pour cent à 33 pour cent pour les personnes physiques.

v) Déréglementation des réseaux d'infrastructure

17. L'inefficacité des services d'infrastructure coûtait cher au secteur des marchandises. La privatisation et la déréglementation des télécommunications et de tous les modes de transport ont accru l'éventail des services offerts tout en réduisant sensiblement les coûts pour l'industrie. Au nombre des réformes, mentionnons:

- une déréglementation substantielle et générale de la plupart des secteurs de l'économie;
- l'élimination des obstacles érigés par les pouvoirs publics à l'entrée dans les grands secteurs d'infrastructure: transports routier, ferroviaire, aérien et maritime, télécommunications, radiodiffusion et alimentation en électricité.

vi) Déréglementation du marché du travail

18. Avant 1991, le régime des relations du travail était centralisé. Les négociations collectives s'appuyaient sur la syndicalisation obligatoire et sur des mécanismes étatiques pour régler les conventions collectives. Les négociations étaient donc avant tout d'envergure nationale et elles dépendaient du statut professionnel; ce régime rigide a aggravé les difficultés d'adaptation du marché du travail aux conditions économiques. Les réformes destinées à encourager la décentralisation de la prise de décision ont permis au marché du travail de s'adapter plus rapidement lorsque cela était nécessaire et elles ont contribué à améliorer la compétitivité, la croissance économique et la création d'emplois. Il convient de mentionner entre autres:

- la déréglementation et la décentralisation du marché du travail en permettant la négociation collective ou individuelle entre employeurs et employés au niveau de l'atelier ou de l'entreprise ou au niveau sectoriel;
- l'adoption d'une loi d'accompagnement établissant des normes minimales d'emploi (ex.: salaire minimum, congés de maladie, congés annuels et jours fériés) et offrant à tous les employés un recours contre les congédiements abusifs.

vii) Libéralisation des investissements

19. La Nouvelle-Zélande reconnaît que l'investissement étranger direct contribue de manière essentielle à son développement économique et qu'en raison de la mondialisation de l'économie, il est un élément-clé pour favoriser l'établissement de liens économiques internationaux. En plus de fournir du financement d'expansion, l'investissement étranger direct permet d'avoir accès à des techniques, à des compétences de gestion et à des réseaux de distribution qui ne sont pas à la portée des entreprises nationales. La Nouvelle-Zélande a donc adopté un régime libéral en matière d'investissement étranger

qui s'applique sans discrimination aux investissements en provenance de tous les pays. Les réformes concernant les investissements comprenaient:

- la libéralisation et la simplification de la procédure d'examen applicable à certains investissements, dont est chargée la Commission des investissements étrangers;
- la suppression des restrictions applicables à certains secteurs, exception faite de la pêche (les restrictions concernant le régime de propriété des contingents restent en place) et de l'aviation civile (la participation étrangère dans les compagnies aériennes internationales est limitée, comme cela est pratique courante ailleurs).

viii) Libéralisation des échanges commerciaux

20. Les droits de douane et les contingents qui protègent une industrie des importations ont pour effet de taxer les autres secteurs de l'économie. La Nouvelle-Zélande a réalisé un programme de libéralisation global, cohérent et précis pour que les consommateurs et les producteurs nationaux soient davantage sensibles aux indications fournies par les prix internationaux. Mentionnons, parmi les réformes qui ont été effectuées:

- l'élimination, achevée en 1992, de toutes les restrictions quantitatives et de toutes les mesures non tarifaires appliquées aux importations pour protéger l'industrie;
- la suppression de toutes les subventions à l'exportation et de toutes les subventions agricoles qui faussaient les échanges;
- la modification des pratiques de commercialisation des produits agricoles, notamment par le démantèlement des monopoles néo-zélandais, eu égard aux conditions du marché;
- des programmes complets de réduction unilatérale des droits de douane destinés à rendre l'économie nationale plus compétitive sur le plan international (entre 1988 et 1992, les droits de douane ont été réduits d'environ 50 pour cent et ils ont encore été abaissés de 33 pour cent entre 1993 et 1996, ce qui fait que le taux de droit NPF moyen pour l'ensemble des positions tarifaires est d'environ 7 pour cent).

ix) Résultats

21. Le processus de réforme n'a pas donné immédiatement de résultats, mais les bénéfices en sont apparus au cours des quatre ou cinq dernières années. Mentionnons entre autres les points suivants:

- au cours de la période de cinq ans débutant en mars 1991, l'économie a progressé en termes réels d'environ 15 pour cent;
- l'inflation tendancielle est demeurée sous la barre des 2 pour cent pendant la plus grande partie de la période écoulée depuis 1991 et elle s'établissait à 2,3 pour cent à la fin de l'exercice qui s'est terminé en juin 1996;
- les recettes d'exportation ont augmenté de 33 pour cent pendant la période de cinq ans qui s'est terminée en juin 1996 alors que les exportations de produits autres que des produits primaires ont enregistré une croissance remarquable;

- au cours de la même période, le taux de chômage est passé de 10,3 pour cent en décembre 1991 à 6,1 pour cent en juin 1996, alors que 234 000 personnes venaient grossir les rangs de la population active totale (soit une augmentation de 16,1 pour cent); les trois quarts de ces nouveaux emplois sont des emplois à plein temps; et
- la dette publique nette, qui représentait 50,5 pour cent du PIB en décembre 1991, n'en représentait plus que 32,4 pour cent en juin 1996.

22. Par ailleurs, le processus de réforme a suscité beaucoup d'intérêt au niveau international où son mérite a été largement reconnu. Pendant quatre années consécutives jusqu'en 1995, la Nouvelle-Zélande était classée au premier rang des pays de l'OCDE dans le World Competitiveness Report¹ pour ce qui est de l'action des pouvoirs publics et de la compétitivité à long terme de sa politique économique nationale. Dans les rapports de 1994 et de 1995, dans la partie intitulée "Executive Opinion Survey", la Nouvelle-Zélande était classée au premier rang des pays de l'OCDE pour sa compétitivité globale. Cette année, dans le Global Competitiveness Report², l'économie de la Nouvelle-Zélande se classe au troisième rang mondial pour sa compétitivité, après celles de Singapour et de Hong Kong.

x) Orientations futures

23. L'efficacité de la réforme s'explique essentiellement par la nature globale du programme et le fait qu'elle a été réalisée de manière coordonnée. Tous les éléments de la réforme visaient à améliorer la disputabilité et le fonctionnement des marchés. S'agissant du processus de réforme et de l'obtention de résultats durables, la libéralisation des échanges commerciaux a joué un rôle-clé en rendant les producteurs et les consommateurs plus sensibles aux messages du marché international.

24. Les réformes destinées à relever les défis que pose la mondialisation de l'économie et à profiter des possibilités qu'elle offre doivent avoir un caractère permanent. C'est pourquoi la Nouvelle-Zélande s'est déjà lancée dans un autre programme de réduction unilatérale de ses droits de douane qui aura pour effet de rendre nuls d'ici à l'an 2000 les droits de douane applicables à plus de la moitié de ses lignes tarifaires, tandis qu'un taux de 5 pour cent s'appliquera à la plupart des lignes passibles de droits. A ce moment-là, aucun droit de douane ne dépassera 15 pour cent et le niveau moyen des droits NPF aura été ramené à 3 pour cent environ.

25. Un nouvel examen des droits de douane restants sera effectué en 1998, afin de déterminer les modalités qui permettront de ramener tous les taux à zéro dans le cadre d'un programme unilatéral de réduction des droits de douane.

IV. ACCORD COMMERCIAL DE RAPPROCHEMENT ECONOMIQUE AUSTRALO-NEO-ZELANDAIS (ACREANZ)

26. L'Accord commercial de rapprochement économique australo-néo-zélandais (l'ACREANZ) est le principal instrument qui régit les échanges commerciaux de marchandises et de services entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande. C'est un accord dynamique qui, depuis son adoption en 1983, a évolué pour devenir l'un des accords bilatéraux de libre-échange les plus complets qui existent.

¹World Competitiveness Report, 1992-1995; publié conjointement chaque année par l'Institute for Management and Development, à Lausanne, et le World Economic Forum, à Genève.

²Global Competitiveness Report, 1996; World Economic Forum, Genève.

27. Depuis la réalisation, en 1990, du libre-échange complet des marchandises, par la suppression de tous les droits de douane et de toutes les restrictions quantitatives à l'importation ou à l'exportation, l'accord a continué d'être élargi et approfondi dans un certain nombre de domaines. Mentionnons entre autres:

- la suppression, après être parvenu au libre-échange des marchandises, des mesures antidumping touchant les échanges bilatéraux de marchandises qui satisfont aux règles d'origine de l'ACREANZ et la modification des critères, des méthodes et des modalités d'application prévus dans les législations nationales en matière de concurrence, cela dans le but de lutter contre certaines pratiques anticoncurrentielles d'entreprises qui sont établies dans un pays et qui ont une position de force sur le marché de l'autre pays ou sur celui de l'ensemble de la zone ACREANZ;
- l'élargissement du champ d'application du Protocole de l'ACREANZ concernant le commerce des services (1988), en rayant de la liste annexée au Protocole certains services qui n'étaient pas soumis à l'obligation de traitement national;
- des initiatives visant à faciliter l'harmonisation des normes par la reconnaissance et l'harmonisation des systèmes d'évaluation de la conformité à la suite de la mise en place, en 1991, du Système tasmanien d'accréditation commune (JAS-ANZ) et de l'adoption, en 1995, d'un plan d'harmonisation des normes alimentaires;
- la conclusion, en 1996, de l'Arrangement tasmanien de reconnaissance mutuelle, qui porte sur l'acceptation des marchandises et la reconnaissance des qualifications professionnelles et en vertu duquel une marchandise pouvant être vendue légalement dans un pays peut être vendue légalement dans l'autre pays et une personne habilitée à exercer une profession dans un pays est habilitée à exercer une profession équivalente dans l'autre pays.

28. D'entrée de jeu, les pays signataires de l'ACREANZ ont voulu en faire un accord tourné vers l'extérieur. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont donc continué de part et d'autre à mettre en oeuvre unilatéralement des réductions tarifaires sur une base NPF et à participer activement aux initiatives régionales ou multilatérales de libéralisation des échanges commerciaux. Compte tenu de l'importance que les deux pays attachent au régionalisme ouvert, ils prennent part au dialogue qui se tient au niveau ministériel entre les pays de l'ACREANZ et ceux de la zone de libre-échange de l'ANASE (AFTA) et ils ont amorcé plus récemment un dialogue avec les pays du MERCOSUR.

V. COOPERATION ECONOMIQUE ASIE-PACIFIQUE

29. La Nouvelle-Zélande est un membre fondateur de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) qui a vu le jour en 1989 à Canberra, en Australie. En tant que groupement qui représente plus de 50 pour cent du PIB mondial, qui comprend huit des dix principaux marchés d'exportation de la Nouvelle-Zélande et qui est à l'origine de plus de 70 pour cent des échanges commerciaux de la Nouvelle-Zélande, l'APEC constitue pour la Nouvelle-Zélande le lieu le plus intéressant pour débattre des questions de commerce et d'investissement en dehors de l'OMC.

30. En 1994, lors du sommet des dirigeants de l'APEC qui s'est tenu à Bogor, en Indonésie, les 18 pays membres se sont engagés à libéraliser complètement les échanges commerciaux et les investissements dans la région d'ici à l'an 2020. Avec d'autres pays industrialisés membres de l'APEC, la Nouvelle-Zélande s'est engagée à atteindre cet objectif d'ici à l'an 2010.

31. En 1995, les dirigeants de l'APEC ont adopté le Plan d'action d'Osaka pour se donner les moyens de réaliser cet objectif. L'objectif fixé à Bogor et la portée générale de cet objectif ont été enchâssés dans les "Principes généraux" qui font désormais partie intégrante du processus de facilitation et de libéralisation de l'APEC. Le Plan d'action d'Osaka renferme un programme de travail détaillé qui porte sur la libéralisation et la facilitation des échanges commerciaux et de l'investissement ainsi que sur la coopération technique et économique. Il se répartit en 15 domaines³; la Nouvelle-Zélande coordonne les discussions sur la politique en matière de concurrence et la déréglementation.

32. A partir de ce plan d'action, la Nouvelle-Zélande et les autres pays membres de l'APEC cherchent à atteindre progressivement l'objectif qu'ils se sont fixé à Bogor au moyen:

- de mesures unilatérales concertées qui sont exposées en détail dans le Plan d'action individuel préparé par chacun des pays; et
- d'actions coordonnées qui sont exposées en détail dans le Plan d'action collectif préparé par chacun des pays.

33. Les plans portent sur les 15 domaines de travail et ils sont soumis à la réunion annuelle des Ministres de l'APEC. Les premiers plans seront soumis cette année à l'occasion de la réunion ministérielle qui se tiendra à Manille, aux Philippines.

34. Si l'APEC a vu le jour, c'est d'abord parce que les pays de la région se sont rendu compte que la forte croissance attribuable aux entreprises rendait les économies de plus en plus interdépendantes et qu'ils avaient tous intérêt à soutenir ce dynamisme. Le Plan d'action d'Osaka est destiné à faciliter ce processus en libéralisant davantage le cadre réglementaire qui régit les échanges commerciaux et les investissements et en encourageant d'autres formes de coopération économique.

35. Depuis le début, l'APEC a pour objectif d'élargir et de renforcer le système commercial multilatéral ouvert. La Nouvelle-Zélande reconnaît qu'il faut que les initiatives régionales et multilatérales visant à libéraliser le commerce et l'investissement se soutiennent et se renforcent mutuellement. Cette nécessité était à l'origine de la réunion que les ministres responsables du commerce des pays de l'APEC ont tenue récemment à Christchurch, en Nouvelle-Zélande. A cette occasion, ils ont reconnu qu'il importait de veiller à ce que le système commercial multilatéral continue de se développer pour prendre en compte l'évolution de l'économie mondiale et ils ont souligné que chacun des pays membres de l'APEC contribuait à la libéralisation progressive du commerce mondial en mettant en oeuvre le Plan d'action d'Osaka.

VI. ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

36. Pour la Nouvelle-Zélande, petit pays ayant des intérêts commerciaux un peu partout dans le monde, l'existence d'un système commercial multilatéral solide, ouvert, non discriminatoire et fondé sur des règles est vitale. L'objectif ultime de sa politique commerciale est de parvenir au libre-échange complet à l'échelle multilatérale. Pour obtenir ce résultat, l'OMC a un rôle essentiel à jouer.

³Droits de douane, mesures non tarifaires, services, investissement, normes et conformité, formalités douanières, droits de propriété intellectuelle, politique en matière de concurrence, marchés publics, déréglementation, règles d'origine, médiation, mobilité des gens d'affaires, mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay, collecte de renseignements et analyse.

37. Parce que, depuis longtemps, aucune règle multilatérale ne régissait efficacement le secteur commercial le plus important pour la Nouvelle-Zélande, à savoir l'agriculture, il était largement admis que peu de pays avaient autant intérêt que la Nouvelle-Zélande à ce que le Cycle d'Uruguay aboutisse. D'après les estimations, les résultats du Cycle d'Uruguay auraient procuré à la Nouvelle-Zélande des avantages correspondant à 2 ou 3 pour cent de son PIB.

38. Pour la Nouvelle-Zélande, qui a déjà récolté les fruits de son propre programme de libéralisation unilatérale, la plus grande partie de ces gains s'explique par l'élargissement des possibilités d'exportation sur les marchés étrangers. Etant donné l'ampleur de son programme de réforme intérieure, la Nouvelle-Zélande a été aussi l'un des rares participants aux négociations du Cycle d'Uruguay à promouvoir activement la libéralisation des échanges dans tous les domaines.

39. Comme l'OMC est sur le point de célébrer son deuxième anniversaire et que la première Conférence ministérielle bisannuelle se tiendra bientôt à Singapour, la priorité absolue de tous les Membres est de veiller à ce que les engagements contenus dans l'Accord de Marrakech soient mis en oeuvre intégralement et en temps voulu. La Nouvelle-Zélande est déterminée à jouer son rôle et elle a déjà accéléré la mise en oeuvre d'accords comme ceux portant sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) et sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC); elle a aussi pleinement intégré son secteur textile aux règles de l'OMC et opéré toutes les réductions tarifaires qu'elle s'était engagée à faire sauf celles qui intéressent des secteurs pour lesquels les droits de douane seront supprimés.

40. La mondialisation et le régionalisme sont deux forces qui font évoluer l'économie mondiale. La Nouvelle-Zélande estime que seule la libéralisation des échanges commerciaux et des investissements à l'échelle multilatérale permettra à tous les peuples de relever tous les défis que pose la mondialisation et de profiter pleinement de toutes les possibilités qu'elle offre. C'est pourquoi la Nouvelle-Zélande est convaincue que les ministres devront donner un nouveau souffle au système commercial multilatéral lorsqu'ils débattront du programme de travail de l'OMC à Singapour. Le programme de travail doit permettre de faire en sorte que les règles du système forment un tout cohérent en portant sur toutes les questions de libéralisation qui intéressent la mondialisation de l'économie et il doit permettre aux initiatives de libéralisation régionales et multilatérales de converger.

41. En dernière analyse, le succès du Cycle d'Uruguay s'explique par le fait qu'il portait sur des questions qui intéressaient tous les participants. Les premières décisions qu'il a été convenu de prendre pour libéraliser le commerce mondial des produits agricoles n'auraient pas été possibles si des percées n'avaient pas été réalisées dans des domaines comme ceux des services et de la propriété intellectuelle. En revanche, aucun progrès n'aurait été réalisé dans les nouveaux domaines de négociation si le processus de libéralisation n'avait commencé dans des secteurs comme l'agriculture et les textiles, qui bénéficiaient encore d'une protection importante dans les pays industrialisés.

42. Par ailleurs, le Cycle d'Uruguay a tracé en bonne partie la route à suivre. C'était la première fois qu'un cycle de négociations commerciales multilatérales intéressait un large éventail de pays participant à l'économie mondiale et qu'il débouchait sur une libéralisation importante dans des domaines intéressant tous ces pays. Fait non négligeable, ses résultats contiennent aussi les germes des progrès à venir dans la plupart des domaines de négociation. Le programme implicite inscrit dans les accords du Cycle d'Uruguay, qui prévoit les négociations à venir ou des examens dans nombre de domaines, constitue un programme de travail de fond équilibré qui permettra de faire progresser le système commercial multilatéral sur la voie de la libéralisation des échanges.

43. Ainsi, l'agriculture est incluse dans ce programme, ce qui est essentiel pour poursuivre le processus de réforme afin de supprimer les distorsions importantes qui fausseront encore le commerce des produits agricoles en l'an 2000, de même que les services, pour lesquels il importera de continuer le processus de libéralisation progressive en élargissant le champ d'application des engagements spécifiques en matière d'accès aux marchés et de traitement national qui font partie de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Outre d'autres domaines comme les textiles, les règles d'origine et la propriété intellectuelle, le programme implicite prévoit des travaux concernant l'investissement et la concurrence, en raison des dispositions de l'AGCS et de l'Accord sur les ADPIC, et des travaux sur les marchés publics de services, là aussi en raison des dispositions de l'AGCS.

44. La Conférence ministérielle de Singapour nous donne l'occasion d'élaborer un programme de travail afin de poursuivre le programme implicite de manière cohérente et ordonnée. Dans certains cas, les travaux ont déjà commencé alors que dans d'autres il faudra préparer le terrain avec soin avant d'entamer les négociations et d'entreprendre les examens qui sont prévus. Dans certains domaines, notamment l'investissement et la politique en matière de concurrence, il pourrait être utile de s'interroger sur la meilleure façon de procéder à l'échange d'informations et à l'analyse qui seront inévitablement nécessaires. Il faudrait aussi envisager la possibilité d'entreprendre des initiatives de libéralisation allant au-delà de celles prévues dans le programme implicite, telles que la poursuite des travaux sur l'élargissement des marchés auxquels ont accès les produits industriels.

45. Tout en vantant les mérites de la libéralisation des échanges, la Nouvelle-Zélande estime qu'il importe que le système commercial multilatéral contribue le plus possible, grâce aux travaux du Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC, à faire en sorte que la libéralisation des échanges et les mesures visant à protéger l'environnement continuent de tendre mutuellement au développement durable.

46. La Nouvelle-Zélande estime par ailleurs qu'il est essentiel, pour qu'il y ait convergence entre les initiatives régionales et multilatérales de libéralisation, que l'OMC oeuvre activement à la libéralisation complète des échanges et des investissements à l'échelle multilatérale. Le programme de travail qui sera arrêté à la Conférence ministérielle de Singapour devrait commencer à définir les modalités qui permettront d'atteindre cet objectif et les ministres devraient commencer à réfléchir à l'urgence qu'il y a à l'atteindre.

VII. CONCLUSION

47. Etant donné la structure actuelle du Mécanisme d'examen des politiques commerciales, la Nouvelle-Zélande est l'un des Membres de l'OMC dont le régime commercial est examiné tous les six ans. Nous avons brièvement décrit dans ce rapport les autres mesures que la Nouvelle-Zélande a prises au cours des six dernières années, dans le cadre des quatre volets de sa politique commerciale, pour parvenir à une croissance économique durable grâce aux échanges commerciaux et nous avons fait état des progrès accomplis en vue d'atteindre cet objectif.

48. Comme elle poursuit de manière ordonnée un programme de réforme économique et de libéralisation unilatérale des échanges qui a un caractère global, la Nouvelle-Zélande est bien placée pour profiter encore des autres possibilités d'exportation qui se font jour à mesure que les initiatives d'ouverture des marchés internationaux qu'elle poursuit dans le cadre des volets bilatéral, régional et multilatéral de sa politique commerciale commencent à porter leurs fruits. Cette politique part du principe que les marchés internationaux doivent être rendus disputables par la libéralisation et l'ouverture des échanges au niveau multilatéral pour que la Nouvelle-Zélande puisse parvenir à une croissance économique durable reposant sur les échanges commerciaux.

49. La Nouvelle-Zélande a déjà indiqué qu'elle entend poursuivre son programme unilatéral pour ouvrir davantage son économie et renforcer ses liens économiques internationaux. Grâce à ce programme et aux travaux qui auront lieu à l'échelle bilatérale, régionale et multilatérale - au sein de l'OMC -, la Nouvelle-Zélande espère que, d'ici au prochain examen de sa politique commerciale, prévu pour l'an 2002, l'objectif de liberté et d'ouverture des échanges commerciaux et des investissements au niveau multilatéral sera beaucoup plus près d'être atteint.